



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022

PREAMBULE

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 précise les attendus de ce rapport et le formalisme attaché à sa transmission et à sa publication.

Table des matières

| | |
|--|----|
| PREAMBULE | 2 |
| PARTIE 1 – LE CONTEXTE BUDGETAIRE NATIONAL ET LOCAL : LA LOI DE FINANCES 2022 | 4 |
| 1. La loi de finances pour 2022 | 4 |
| 2. Les principales dispositions concernant le bloc communal | 5 |
| 3. Les autres dispositions à destination des collectivités territoriales | 8 |
| PARTIE 2 : ANALYSE RETROSPECTIVE 2021 | 12 |
| 1. Approche du compte administratif 2021 du budget principal | 12 |
| 2. La situation de la dette au 31 décembre 2021 | 22 |
| 3. La Capacité d'autofinancement | 23 |
| 4. Les comptes administratifs des budgets annexes | 24 |
| 5. Vision consolidée (budget principal et budgets annexes) | 28 |
| PARTIE 3 : PROSPECTIVE ET ORIENTATIONS | 29 |
| 1. Le Budet de fonctionnement | 29 |
| 2. Le Plan Pluriannuel d'Investissement | 33 |
| 3. Les budgets annexes | 34 |
| LEXIQUE | 35 |

PARTIE 1 – LE CONTEXTE BUDGETAIRE NATIONAL ET LOCAL : LA LOI DE FINANCES 2022

Après le repli généralisé à l'échelle mondiale provoqué par la première vague épidémique de COVID-19 au 1^{er} trimestre 2020, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021. Les plans de soutien budgétaire massifs ont largement contribué à atténuer les pertes de croissance. Cependant, aux successives vagues de contamination se sont ajoutés d'autres obstacles qui sont venus ralentir la vigueur de la reprise. D'une part, la remontée des prix de l'énergie provoquant une accélération de l'inflation au second semestre. D'autres part, des pénuries de biens intermédiaires limitant certaines productions industrielles. Enfin, une désorganisation des chaînes logistiques en conséquence des confinements, avec aussi des pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs (transport, restauration, ...).

En France, malgré la 4^{ème} vague épidémique, l'impact économique de la crise sanitaire aura été nettement moins fort. La levée de la plupart des restrictions sanitaires entre mai et juin 2021 a favorisé la reprise de l'activité. Au 3^{ème} trimestre 2021, le PIB s'est ainsi situé à 0,1% sous son niveau d'avant crise sanitaire (T4 2019). Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie semble avoir été abordé et le taux de chômage devrait retrouver un niveau en dessous des niveaux pandémiques. Toutefois, des aléas importants sanitaires et économiques, entourent ces prévisions, à la hausse comme à la baisse.

Après un épisode de baisse début 2020, l'inflation a progressivement regagné du terrain et s'avère plus élevée que ce qui était anticipé. La composante énergie explique majoritairement cette hausse et un rattrapage des prix est par ailleurs observé dans les services durement touchés par la crise sanitaire. Pour les biens manufacturés, la demande a rebondi à l'issue des confinements alors que l'offre a été pénalisée par des pénuries de biens intermédiaires.

(sources : note Caisse d'Epargne)

1. La loi de finances pour 2022

La loi de finances pour 2022 se caractérise par le retour à une certaine normalisation du point de vue budgétaire, après deux années de crise sans précédent et se traduit par une baisse du poids de la dépense et du déficit public sur l'économie.

L'année 2021 été marquée par le déploiement d'un plan de 100 Mds € pour accélérer et renforcer le rebond de l'économie.

Après avoir été en deçà du seuil des 3% du PIB depuis 2017, le solde public connaît une forte dégradation en 2020 avec -9,21 % du PIB et -8,4 % en 2021, sous l'effet de l'intervention publique massive pour limiter les effets de la crise « le quoi qu'il en coûte » avec 130 milliards de mesures d'urgence.

Le scénario macroéconomique sur lequel repose le PLG 2022 s'appuie sur une croissance prévisionnelle de 4% mais la prévision reste soumise à des aléas importants notamment l'évolution de la situation sanitaire.

En 2022, le déficit public commencerait à se résorber, sous l'effet du rebond de l'activité économique et atteindrait -4,8 % du PIB.

France 2030 :

Le plan d'investissement France 2030 prévoit l'investissement de 30 Mds € sur 5 ans afin de booster et rénover l'industrie française. La moitié de ces dépenses seront tournées vers la transition écologique. Le plan est réparti en 10 objectifs. Ce sont entre 3 et 4 Mds € qui devraient être investis en 2022.

| France 2030 : Objectifs | | |
|-------------------------|--|-------------|
| Energie | Faire émerger en France des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et avec une meilleure gestion des déchets. Devenir le leader de l'hydrogène vert. Décarboner notre industrie. | 6 milliards |
| "Transports du futur" | Produire près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides. Produire le premier avion bas-carbone. | 4 milliards |
| Alimentation | Investir dans une alimentation saine, durable et traçable. | 2 milliards |
| Santé | Produire 20 biomédicaments contre les cancers, les maladies chroniques dont celles liées à l'âge et de créer les dispositifs médicaux de demain. | 3 milliards |
| Culture | Placer la France à nouveau en tête de la production des contenus culturels et créatifs. | |
| Espace et fonds marins | Prendre toute notre part à la nouvelle aventure spatiale. Investir dans le champ des fonds marins. | 2 milliards |

(sources : note Caisse d'Epargne)

Le PLF 2022 est le dernier de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018-2022.

2. Les principales dispositions concernant le bloc communal

➤ Les concours financiers de l'Etat

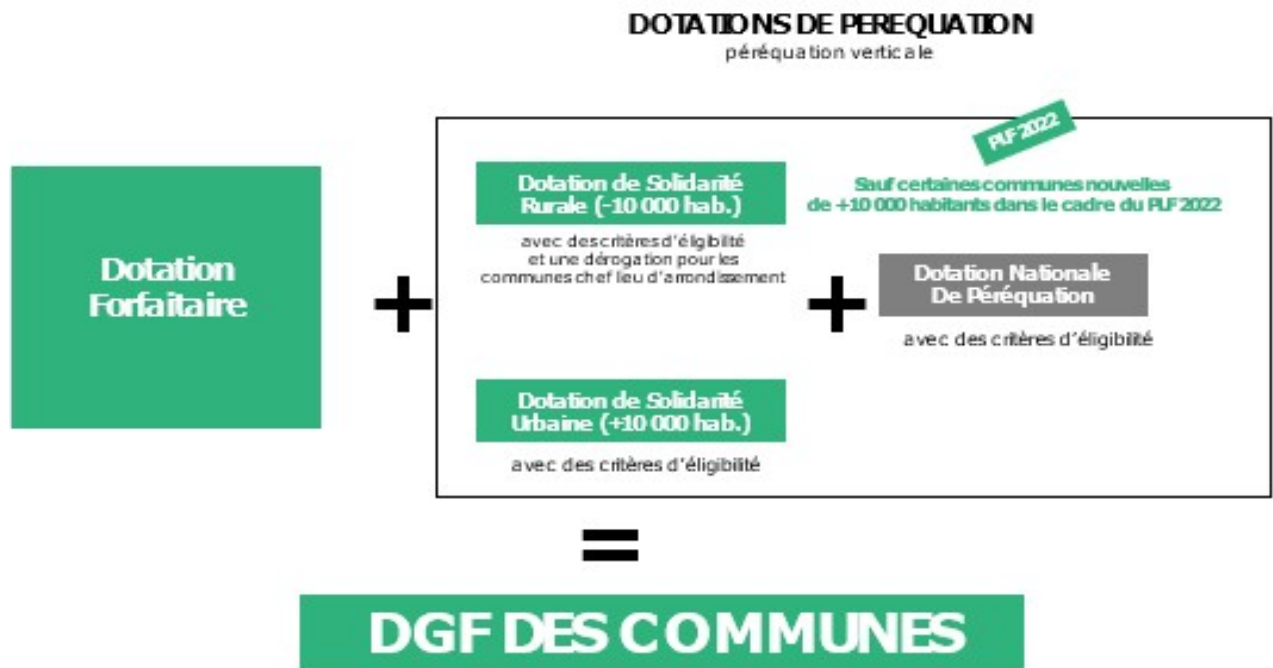
- Les dotations de soutien à l'investissement local sont en hausse pour 2022 (2,1 Mds €), principalement sur la DSIL :

- ♦ Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 M€
- ♦ Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 907 M€ (+ 337 M€ par rapport à 2021)
- ♦ Dotation politique de la ville (DPV) : 150 M€

- Le montant de la DGF pour 2022 est gelé à 26,8 Mds €, soit le niveau de 2018.

Les dotations de péréquation des communes seront en progression en 2022 de 190 M€ avec un abondement de 10 M€ par rapport à 2021 et la DGF des EPCI en progression de 30 M€. Ces progressions seront financées en interne par les écrêtements effectués sur la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI.

En conséquence, les situations individuelles des communes et EPCI se traduiront par des hausses ou des baisses en fonction de leurs caractéristiques propres.



EVOLUTION DE LA PEREQUATION VERTICALE EN 2022 : +190 MILLIONS D'EUROS

| 1 | 2 | |
|---|---|--|
| Dotation de Solidarité Rurale | Dotation de Solidarité Urbaine | Dotation Nationale De Péréquation |
| Enveloppe nationale : +95 M€ | Enveloppe nationale : +95 M€ | Enveloppe nationale : gel |
| <p>Éligibles : La quasi totalité des communes de moins de 10 000 hab.</p> <p>3 Fractions : Bourg-centre, péréquation et cible pour 10 000 communes</p> <p>Critères : Écart de potentiel financier / hab., longueur de voirie, jeunes Effet ZRR sur bourg centre +30%</p> | <p>Éligibles : 2/3 des communes de plus de 10 000 hab. et 10 % des communes de 5000 à 10 000 hab.</p> <p>Critères : % de logements sociaux, % d'APL, revenu moyen, potentiel financier, effort fiscal</p> | <p>Éligibles : Toutes les communes selon le niveau du potentiel financier et du potentiel post taxe professionnelle.</p> <p>2 parts : Principale et majoration</p> <p>Critères : % de logements sociaux, % d'APL, revenu moyen, potentiel financier, effort fiscal.</p> |
| Evolution de +5,3% | Evolution de +3,8% | 0% |

| <i>En millions €</i> | Montants 2022 | Hausses 2021 / 2022 |
|--|------------------|------------------------|
| EPCI | | |
| Dotations d'intercommunalité | 1 623 | + 30 |
| COMMUNES | | |
| Dotations nationales de péréquation (DNP) | 794 | - |
| Dotations de Solidarité Urbaine (DSU) | 2 588 | + 95 |
| Dotations de Solidarité Rurale (DSR) | 1 877 | + 95 |

➤ **La poursuite de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales**

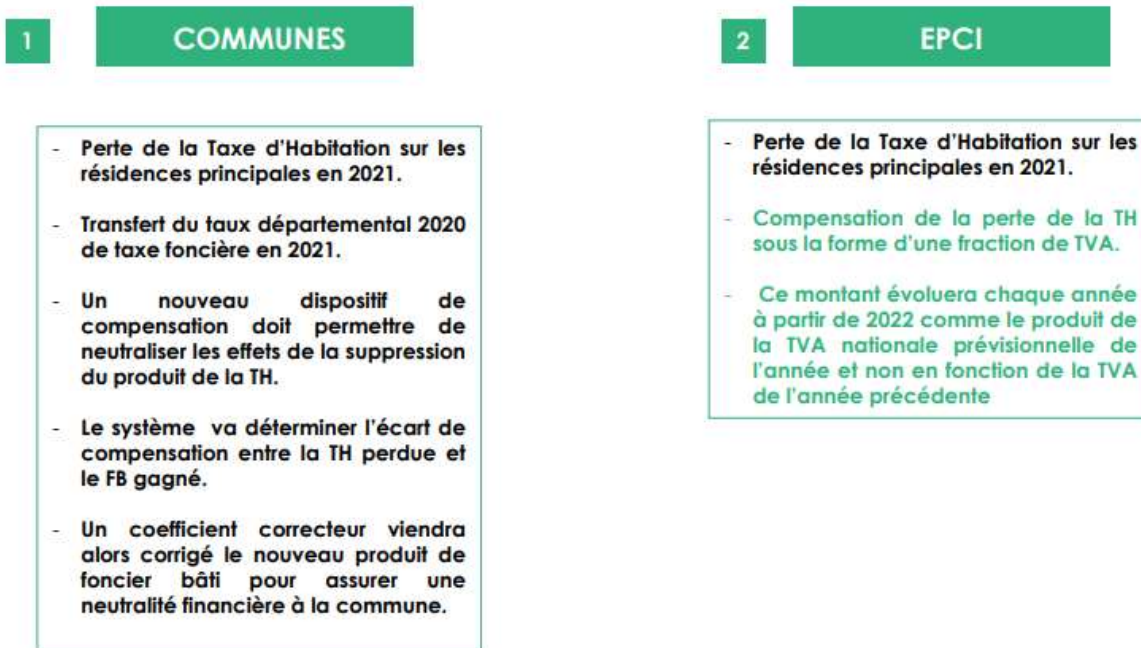
Engagée en 2018, la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales se poursuivra. Cet impôt a d'ailleurs déjà disparu depuis 2020, pour 80% des ménages les moins aisés, après avoir été allégé de 30% en 2018, puis de 65% en 2019.

Concernant les ménages les plus aisés (20% des foyers), sa suppression graduelle a débuté en 2021 avec un allègement de 30%. Un autre allègement de 65% est prévu en 2022 avant son extinction définitive en 2023.

Ainsi, en 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

Depuis 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales est perçue par l'Etat. Un mécanisme prenant la forme d'un coefficient correcteur neutralisant les sur ou sous-compensations a été mis en place.

Le nouveau schéma de financement pour les collectivités depuis 2021



Le calendrier des effets de la suppression de la taxe d'habitation sur les bases et les taux

| Effets sur les : | 2020 | 2021 <small>(transfert du FB départemental aux communes et nationalisation de la THRP)</small> | 2022 | 2023 <small>(suppression de la THRP)</small> |
|---------------------------------|--------------------|---|--|--|
| Bases des communes | | | | |
| Politique d'abattement et d'exo | TFPB | Délib. possible | Gel | Délib. possible |
| | TH | Gel abattement | Gel abattement | Suppression THRP et pas d'abattement sur la THRS |
| Revalorisation forfaitaire | TFPB | +1,2% | 0,2 % <small>(évol. IPCH nov n/nov n-1)</small> | Droit commun <small>(évol. IPCH nov n/nov n-1)</small> |
| | TH | +0,9% (THRP) <small>(+1,2% THRS/THLV)</small> | Gel 0,2 % THRS | Droit commun (pour THRS/THLV) <small>(évol. IPCH nov n/nov n-1)</small> |
| Taux des communes | | | | |
| TFPB | Variation possible | Variation possible* | Variation possible | Variation possible |
| TH | Gel | Gel | Gel | Variation possible THRS/THLV |

3. Les autres dispositions à destination des collectivités territoriales

➤ **La revalorisation des bases en 2022**

La revalorisation des bases des terrains, des locaux d'habitation et industriels est calculée en fonction de l'évolution entre novembre 2020 et novembre 2021 de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

La revalorisation a été de 0,2% en 2021. Pour 2022, l'IPCH sur la période de novembre 2020 à novembre 2021 atteint selon les données provisoires de l'INSEE 3,4 %.

Les bases des locaux industriels devraient être également revalorisées dans le cadre des nouvelles compensation fiscales consécutives à la réduction de moitié des valeurs locatives en 2021.

Compte tenu de la crise sanitaire, l'ensemble des bases n'a pas été évalué à temps, aussi une correction produite de la taxe d'habitation pris en compte pour les EPCI dans la base de calcul de la fraction de TVA et dans le coefficient correcteur pour les communes va intervenir avec la prise en compte des rôles supplémentaires de taxe d'habitation émis jusqu'au 15 novembre 2021.

➤ **Une nouvelle compensation des exonérations de foncier bâti pour les logements sociaux**

La loi de finances prévoit une nouvelle compensation fiscale à destination des communes et EPCI qui va assurer une compensation intégrale pendant 10 ans des pertes de recettes liées à l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties, dont bénéficie la production de logements sociaux, pour tous les logements locatifs sociaux, faisant l'objet d'un agrément entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2026. Cette mesure qui vise à soutenir la relance sur la construction de logements sociaux reste en décalage avec les durées d'exonérations.

Un rapport d'étape sera réalisé avant le 30 septembre 2024 et mesurera l'efficacité de la mesure sur la production de logements sociaux.

➤ **La révision des critères de répartition des dotations**

La suppression de la taxe d'habitation en 2021 ainsi que la réforme des valeurs locatives des établissements industriels ont modifié les ressources en 2021 des communes et EPCI et donc les critères utilisés pour la répartition des dotations et fonds de péréquation en 2022.

La loi de finances 2021 a prévu un dispositif de neutralisation de ces effets qui entrera en vigueur en 2022.

Les indicateurs financiers (potentiel fiscal et financier, potentiel financier agrégé du territoire, effort fiscal de chaque commune ou intercommunalité), seront « majorés ou minorés d'une fraction de correction visant à égaliser les variations de ces indicateurs ».

Les textes prévoient une suppression progressive de ces ajustements avec un coefficient de 90% applicable en 2023 sur les corrections 2022, à partir de 2024 le coefficient est égale à 80%, puis il diminue de 20 points par an sur les 4 exercices suivants.

Le PLF 2022 prévoit une modification du **potentiel fiscal et financier des communes et du potentiel financier agrégé** avec l'intégration dans le calcul de :

- ♦ la **taxe additionnelle aux droits d'enregistrement** (DMTO), avec la prise en compte de la moyenne des 3 dernières années
- ♦ la **taxe locale sur la publicité extérieure**
- ♦ l'**imposition forfaitaire sur les pylônes électriques**
- ♦ la **majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires**
- ♦ la **taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires**

Un mécanisme de correction dont les modalités seront fixées par décret permettra une totale neutralisation pour l'exercice 2022.

Le PLF 2022 prévoit **une modification du calcul de l'effort fiscal**.

Il fait ainsi, de celui-ci, jusqu'alors centré sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune, un indicateur centré sur les produits perçus par la commune elle-même.

L'objectif poursuivi par l'indicateur serait désormais de comparer les impôts effectivement levés par une commune aux impôts qu'elle pourrait lever si elle appliquait les taux moyens d'imposition, en cohérence avec l'utilisation faite de cet indicateur dans le calcul des dotations.



Le nouvel indicateur 2022 n'intégrerait plus les données intercommunales et le financement des ordures ménagères.

Un mécanisme de lissage dans le temps permettra une totale neutralisation pour l'exercice 2022.

➤ **Le partage de la taxe d'aménagement entre communes et EPCI**

Un amendement vise à **clarifier les modalités de partage de la taxe d'aménagement entre l'EPCI et ses communes membres lorsque tout ou partie de la taxe perçue par la commune est reversé à l'EPCI dont elle est membre**, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences.

Dans l'état actuel du droit, il est prévu que le produit de tout ou partie de la taxe d'aménagement perçue par les EPCI à fiscalité propre doit être reversé aux communes membres au prorata des charges de financement des équipements qu'elles préservent.

Cependant, le législateur a omis d'organiser à ce jour le parallélisme des formes lorsque la perception de la taxe d'aménagement demeure communale, et qu'une part du financement des équipements générateurs de la taxe d'aménagement relève de la communauté. Le reversement n'est pas de plein droit.

Afin de corriger cette asymétrie, et dans un souci d'égalité, l'amendement propose d'appliquer le même principe lorsque la taxe d'aménagement est perçue par la commune que lorsqu'elle est perçue par l'intercommunalité : **à savoir le partage du produit au prorata des dépenses constatées de chacun.**

Extrait article L331-2 du code de l'urbanisme

« tout ou partie de la taxe perçue par la commune peut être reversé à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, **compte tenu de la charge des équipements publics relevant**, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités. »

☞ *Depuis 2020, ce partage de la TVA entre la commune d'Aizenay et la Communauté de communes Vie et Boulogne a été mis en place.*

➤ **L'automatisation du FCTVA en 2022 pour les collectivités en année N-1**

Après les reports de 2019 et 2020, la LOI de finances pour 2021 a prévu la mise en œuvre progressive de la réforme d'automatisation du FCTVA à partir de 2021.

L'objectif est de passer d'une éligibilité selon la nature juridique des dépenses à une logique d'imputation comptable.

En 2022, cette automatisation concerne les collectivités percevant le FCTVA en n+1 et 2023 pour les autres.

La réforme pourrait créer un coût résiduel pour l'Etat de 235 M€ et ce dernier donnera lieu le cas échéant à une mesure de correction par exemple sur l'assiette du FCTVA.

Les fonds de concours versés à l'Etat ou à une autre collectivité pour des dépenses d'investissement sur leur domaine public routier ne seront plus éligibles au FCTVA à compter des dépenses de 2021.

PARTIE 2 : ANALYSE RETROSPECTIVE 2021

Population légale Aizenay 2021 : 9 888 habitants

Population DGF Aizenay 2021 : 10 031 habitants

1. Approche du compte administratif 2021 du budget principal

| FONCTIONNEMENT | |
|--------------------------|-----------------------|
| DEPENSES | 9 170 369,51 |
| RECETTES | 10 126 879,13 |
| RESULTAT EXERCICE | 956 509,62 |
| RESULTAT n-1 (002) | 1 546 229,70 |
| RESULTAT CUMULE | 2 502 739,32 ← |

Il doit permettre de couvrir le déficit d'investissement y compris celui des restes à réaliser.
 Sans déficit d'investissement y compris les RAR, il peut être affecté en totalité au 002 « résultat de fonctionnement reporté » ou être affecté en partie ou totalité au 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé ».

| INVESTISSEMENT | |
|--------------------------|---------------------|
| DEPENSES | 7 100 767,11 |
| RECETTES | 10 673 389,11 |
| RESULTAT EXERCICE | 3 572 622,00 |
| RESULTAT n-1 (001) | -2 581 702,13 |
| RESULTAT CUMULE | 990 919,87 ↘ |

Il va correspondre au 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » en n+1.

| | |
|--|----------------------|
| RESULTAT CLOTURE | 3 493 659,19 |
| RESTES A REALISER | -309 959,22 ← |
| RESULTAT AVEC RESTES A REALISER | 3 183 699,97 |

| RESTES A REALISER | |
|-------------------|------------|
| DEPENSES | 851 216,71 |
| RECETTES | 541 257,49 |

Au cumul des deux sections, le résultat prévisionnel est **3 183 700 €** avec intégration des restes à réaliser de la section d'investissement.

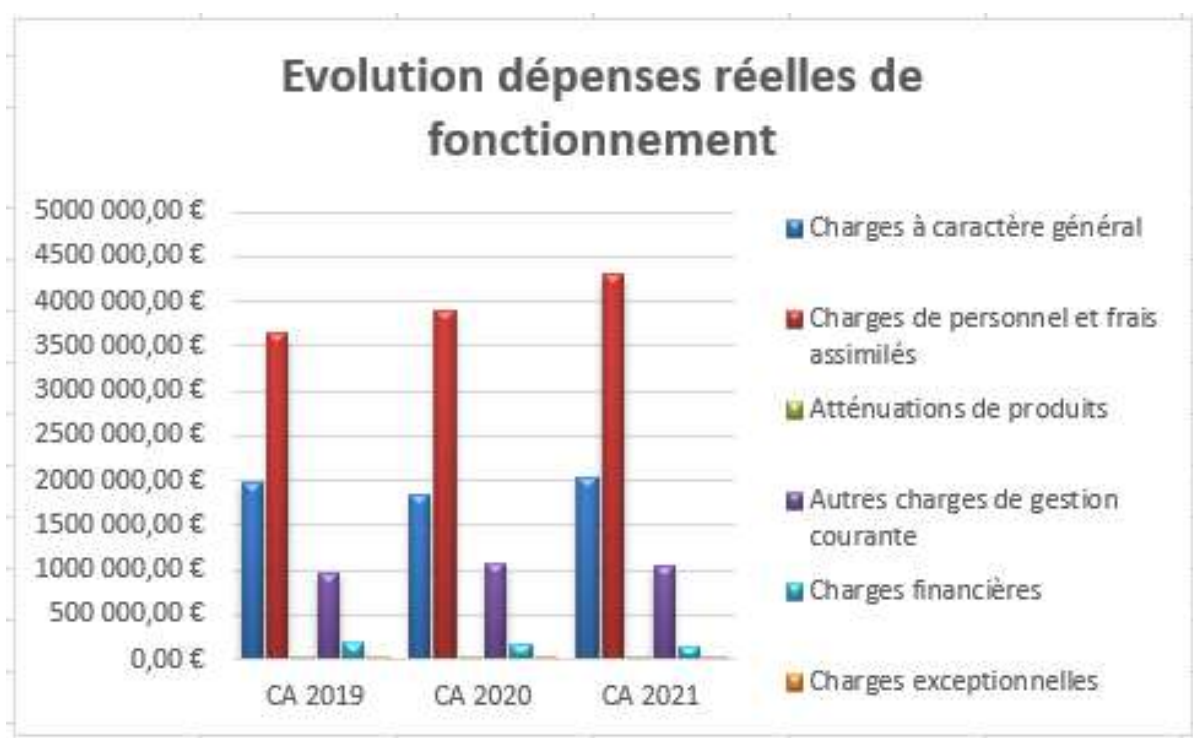
1.1. La répartition des dépenses de fonctionnement

| | | CA 2019 | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISOIRE | BUDGET TOTAL 2021 |
|-----|--|-----------------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 1 980 472,00 € | 1 835 525,20 € | 2 033 971,64 € | 2 040 000,00 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 3 640 140,45 € | 3 901 221,29 € | 4 299 239,48 € | 4 300 000,00 € |
| 014 | Atténuations de produits | 2 009,00 € | 2 153,00 € | 1 130,00 € | 3 000,00 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 972 751,10 € | 1 058 681,92 € | 1 034 010,87 € | 1 076 846,00 € |
| 66 | Charges financières | 190 473,69 € | 168 448,00 € | 151 059,57 € | 200 000,00 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 289,15 € | 6 588,33 € | 4,26 € | 4 100,00 € |
| | Dépenses réelles de fonctionnement | 6 786 135,39 € | 6 972 617,74 € | 7 519 415,82 € | 7 623 946,00 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | | | | |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 818 121,09 € | 1 162 945,36 € | 1 650 953,69 € | 860 000,00 € |
| | Opérations d'ordre | 818 121,09 € | 1 162 945,36 € | 1 650 953,69 € | 860 000,00 € |
| | Total dépenses de fonctionnement | 7 604 256,48 € | 8 135 563,10 € | 9 170 369,51 € | 8 483 946,00 € |

Le montant total des dépenses de fonctionnement est de 9 170 370 € dont 7 519 416 € de dépenses réelles. Elles sont en hausse par rapport à 2020, mais l'année 2021 a été une année de fonctionnement sans interruption de service, malgré la poursuite de la crise sanitaire, contrairement à 2020.

Les dépenses de charges générales ainsi que les dépenses de personnel sont en augmentation. C'est principalement sur les charges de personnel que les effets de la crise sanitaire ont un impact.

Les dépenses des autres charges de gestion courante et de charges financières sont en diminution.



| Evolution dépenses fonctionnement | CA 2019 | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISoire | Différence 2021/2020 | % |
|-----------------------------------|----------------|----------------|-------------------------|----------------------|--------|
| Total dépenses réelles | 6 786 135,39 € | 6 972 617,74 € | 7 519 415,82 € | 546 798,08 € | 7,84% |
| dont : | | | | | |
| Charges générales | 1 980 472,00 € | 1 835 525,20 € | 2 033 971,64 € | 198 446,44 € | 10,81% |
| Charges de personnel | 3 640 140,45 € | 3 901 221,29 € | 4 299 239,48 € | 398 018,19 € | 10,20% |

Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de +7,8% entre 2020 et 2021.

L'évolution des dépenses en 2021 repose principalement sur :

- ♦ **la progression** des charges de personnel (+398 K€) et des charges à caractère général (+198 K€),
- ♦ **la diminution** des autres charges de gestion courante (-25 K€) et des charges financières (-17 K€).

Rapportées à l'habitant, les dépenses de fonctionnement par habitant de l'année 2021 atteignent 912€ pour Aizenay, contre un indicateur national de la strate 2020 (5 000/10 000 hab.) de 1014€ par habitant.

Structurellement en 2021, les charges de personnel représentent la première dépense avec 56,4% (avec les remboursements d'assurance du personnel) des dépenses de fonctionnement et les charges à caractère général 27,6%.

Au niveau national, les frais de personnel rapportés aux dépenses réelles de fonctionnement, dans la strate 2020 (5 000/10 000 hab.) sont de 58,0% contre 56,4% à Aizenay en 2021.

Éléments d'information sur le personnel

1) Structure des effectifs au 1^{er} janvier

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|-------|-------|--------|--------|
| Population INSEE (au 1er janvier) | 9369 | 9477 | 9665 | 9888 |
| Effectifs (tous statuts confondus)* | 95 | 100 | 106 | 115 |
| ETP | 88.88 | 92.97 | 100.67 | 109,53 |
| Fonctionnaire (stagiaires et titulaires) | 87 | 90 | 92 | 100 |
| % | 91,58 | 90,00 | 86,79 | 86,96 |
| ETP | 81.30 | 84.41 | 86,3 | 95,84 |
| Contractuels sur emploi permanent | 5 | 5 | 7 | 11 |
| % | 5,26 | 5,00 | 6,60 | 9,57 |
| ETP | 4.58 | 3.56 | 7 | 9.92 |
| Contractuels sur emploi non permanents (public/privés) | 3 | 5 | 7 | 4 |
| % | 3,16 | 5,00 | 6,60 | 3,48 |
| ETP | 3 | 5 | 6.37 | 3.77 |

2) Structure par filière au 1^{er} janvier 2021

| Filières | Fonctionnaires (stagiaire et titulaire) | Contractuels droit public + droit privé | Total | | |
|----------------|--|--|------------|------------|---------------|
| | | | En nombre | % | En ETP |
| Administrative | 22 | 3 | 25 | 21,74 | 24,90 |
| Technique | 51 | 6 | 57 | 49,57 | 53,44 |
| Culturelle | 1 | | 1 | 0,87 | 0,50 |
| Sportive | | | | | |
| Sociale | 4 | 2 | 6 | 5,22 | 6,00 |
| México-sociale | | | | | / |
| Animation | 18 | 4 | 22 | 19,13 | 20,69 |
| Police | 4 | 0 | 4 | 3,48 | 4,00 |
| Total | 100 | 15 | 115 | 100 | 109,53 |

3) Par catégorie au 1^{er} janvier 2021

| Fonctionnaires et contractuels | En nombre | En pourcentage | En ETP |
|-----------------------------------|------------|----------------|---------------|
| Catégorie A | 8 | 6,96% | 8,00 |
| Catégorie B | 8 | 6,96% | 8,00 |
| Catégorie C | 99 | 86,09% | 93,53 |
| | 115 | 100,00% | 109,53 |

4) Les mouvements

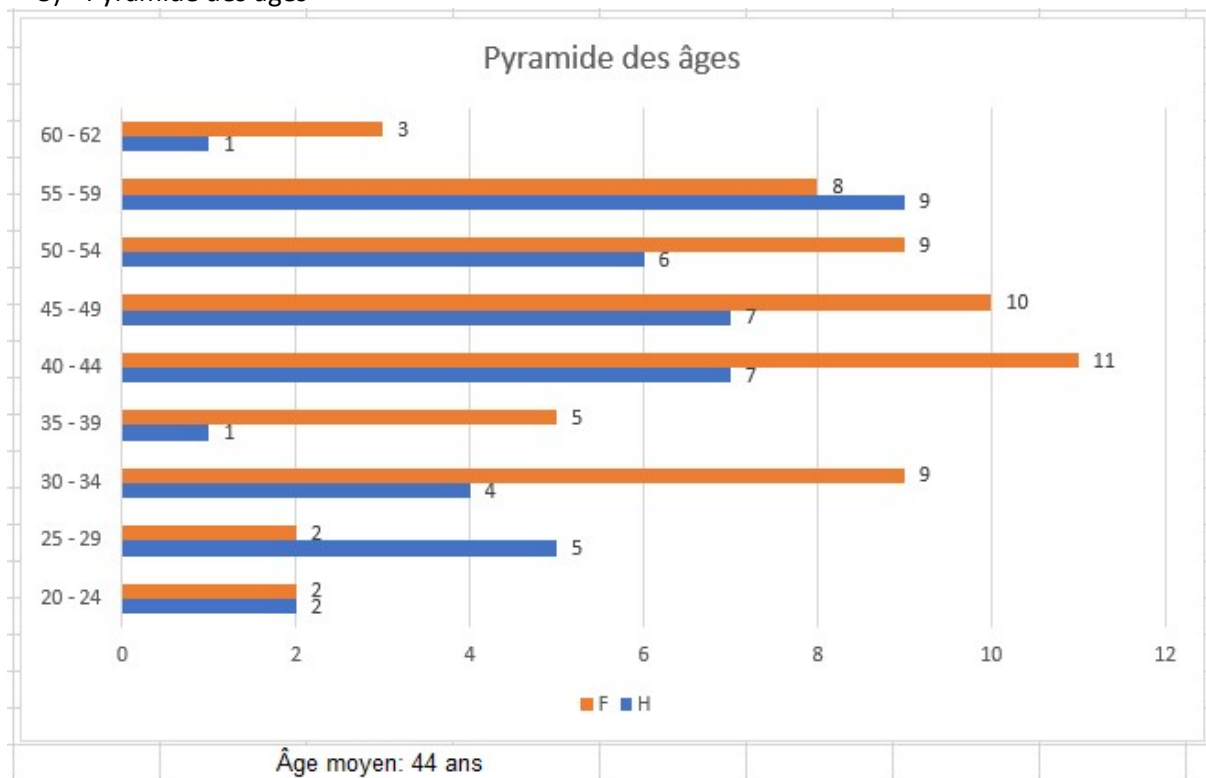
| Volume et origine des entrées | Vacances de poste | Création de poste | CDD Projet | Renfort (surcroit d'activité) | Remplacement agent absent | Apprentis |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|------------|-------------------------------|---------------------------|-----------|
| 2019 | | - | | - | 12 | - |
| 2020 | | 4 | | 18 | 3 | - |
| 2021 | 5 | 0 | 2 | 31 | 6 | 0 |

| Volume et origine des sorties | Retraite | Fin de contrat | Mutation | Disponibilités | Démission | Fin de détachement |
|-------------------------------|----------|-----------------|----------|----------------|-----------|--------------------|
| 2019 | 3 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 2020 | 3 | 25 ¹ | 1 | 6 | - | - |
| 2021 | 1 | 32 ² | 1 | - | 4 | 1 |

¹ dont agents recenseurs et CEE pour l'accueil de loisirs d'été

² dont agents pour mise sous pli des élections et CEE pour l'accueil de loisirs d'été

5) Pyramide des âges

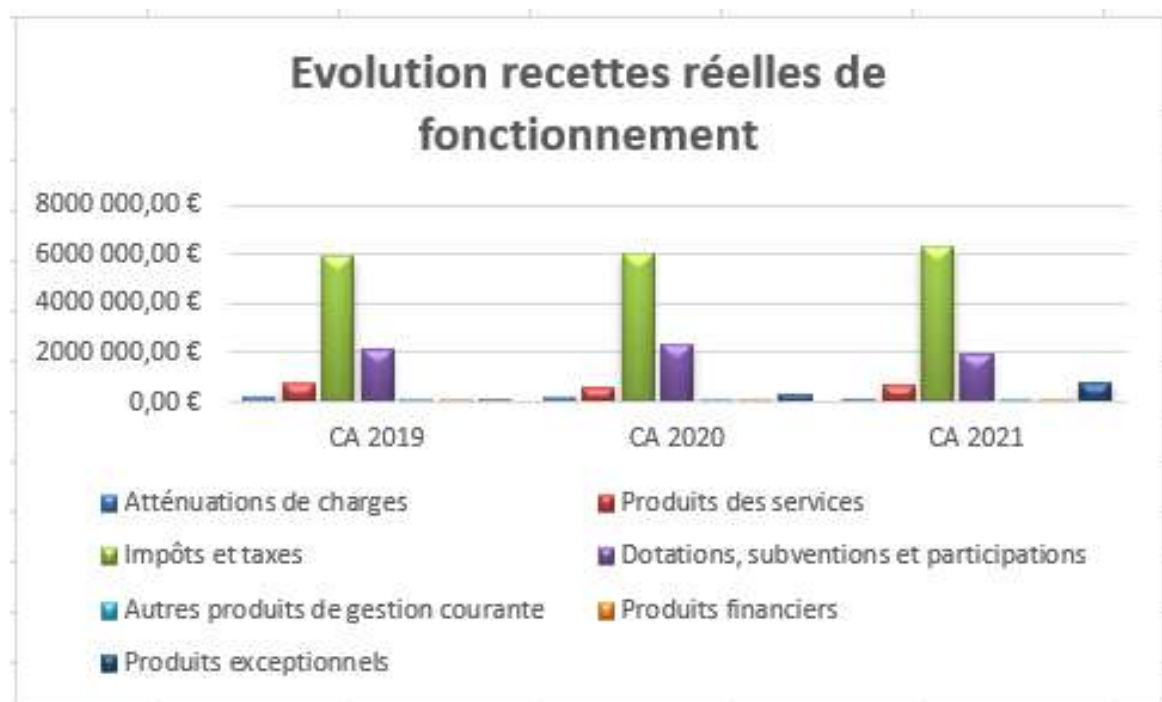


1.2. La répartition des recettes de fonctionnement

| | | CA 2019 | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISOIRE | BUDGET TOTAL 2021 |
|----|--|------------------------|-----------------------|----------------------------|------------------------|
| 13 | Atténuations de charges | 231 023,20 € | 173 198,41 € | 148 608,50 € | 135 010,00 € |
| 70 | Produits des services | 743 454,74 € | 588 035,01 € | 686 392,37 € | 672 200,00 € |
| 73 | Impôts et taxes | 5 918 794,05 € | 6 044 528,36 € | 6 292 814,38 € | 6 240 410,00 € |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 2 166 244,60 € | 2 336 420,95 € | 1 970 928,55 € | 1 908 556,00 € |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 135 702,76 € | 68 489,15 € | 64 892,57 € | 54 600,00 € |
| 76 | Produits financiers | 32,26 € | 8,26 € | 24,39 € | 70,00 € |
| 77 | Produits exceptionnels | 62 785,24 € | 344 639,35 € | 793 665,98 € | 14 000,00 € |
| | Recettes réelles de fonctionnement | 9 258 036,85 € | 9 555 319,49 € | 9 957 326,74 € | 9 024 846,00 € |
| 42 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 55 611,64 € | 52 297,00 € | 169 552,39 € | 151 100,00 € |
| | Opérations d'ordre | 55 611,64 € | 52 297,00 € | 169 552,39 € | 151 100,00 € |
| | Résultat reporté N-1 | 1 005 018,51 € | | | 1 546 229,70 € |
| | Total recettes de fonctionnement | 10 318 667,00 € | 9 607 616,49 € | 10 126 879,13 € | 10 722 175,70 € |

Le montant prévisionnel total des recettes est de 10 126 879 €, et en progression par rapport à 2020.

Le maintien de l'ouverture des services Enfance Jeunesse, la progression des recettes fiscales et des cessions immobilières conséquentes ont permis un niveau de recettes supérieur à l'exercice précédent.



| Evolution recettes fonctionnement | CA 2019 | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISOIRE | Différence 2021/2020 | % |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------------------|-------------------------|---------|
| Total recettes réelles | 9 258 036,85 € | 9 555 319,49 € | 9 957 326,74 € | 402 007,25 € | 4,21% |
| dont : | | | | | |
| Produits des services | 743 454,74 € | 588 035,01 € | 686 392,37 € | 98 357,36 € | 16,73% |
| Impôts et taxes | 5 918 794,05 € | 6 044 528,36 € | 6 292 814,38 € | 248 286,02 € | 4,11% |
| Dotations et participations | 2 166 244,60 € | 2 336 420,95 € | 1 970 928,55 € | -365 492,40 € | -15,64% |
| Autres produits gestion courante | 135 702,76 € | 68 489,15 € | 64 892,57 € | -3 596,58 € | -5,25% |

Les recettes réelles de fonctionnement ont progressé de +4,2% entre 2020 et 2021 et diminué de -1,1% hors produits des cessions d'immobilisations.

La diminution des ressources en 2021 hors produits des cessions d'immobilisations s'explique principalement par :

- **la baisse** des dotations (-365 K€) avec la perte de la DSR (garantie de 50% du montant n-1 pour les fractions bourg-centre et cible) et la disparition de la compensation fiscale de la taxe d'habitation,
- **la progression** des impôts et taxes (+248 K€) avec l'augmentation des ressources fiscales et des droits de mutation et l'évolution favorable des produits des services (+98 K€),
- **il faut relever** : la perception de la nouvelle compensation fiscale sur le foncier bâti relative aux établissements industriels et l'éligibilité à la DSU à la suite du passage des 10 000 habitants.

Structurellement, la fiscalité représente 41,8% des recettes réelles de fonctionnement en 2021 et la DGF représente 15,8%.

Les recettes de fonctionnement par habitant 2021 à Aizenay sont de 1 009€, contre un indicateur national de la strate 2020 (5 000/10 000 hab.) de 1 159€ par habitant.

| Date cession | Libellé | Date délibération | Montant HT |
|--|--|-------------------|------------------|
| 24/11/2021 | Maison sise 3 rue Gobin Maison 30 place du champ de foire Auberge 32 place du champ de foire Ensemble immobilier rue Clemenceau | 12/10/2021 | 773 000 € |
| TOTAL DES CESSIONS IMMOBILIERES | | | 773 000 € |

Hors produits exceptionnels, les recettes réelles de fonctionnement 2021, sont inférieures à celles de 2019 et 2020.

Le résultat prévisionnel de la section de fonctionnement pour l'exercice 2021 est un excédent à hauteur de 956 510 €. Après reprise du résultat de l'exercice 2020, le résultat prévisionnel de clôture est de 2 502 739 €.

| | CA 2019 | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISOIRE |
|---|--------------|--------------|----------------------------|
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 1 709 392,01 | 1 472 053,39 | 956 509,62 |
| RESULTAT NET DE CLOTURE (avec reprise résultat N-1) | 2 714 410,52 | 3 983 596,72 | 2 502 739,32 |

➤ **Les recettes fiscales**

Les recettes fiscales augmentent de 248 286 €, (+4,11 %), principalement sur le produit des impôts locaux, le Fonds de péréquation intercommunal et le produit des taxes additionnelles.

| IMPOTS ET TAXES | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|--------------------|--------------------|----------------------------|
| Impôts locaux | 3 557 585 € | 3 673 633 € | 3 837 867 € |
| Attribution de compensation | 1 625 452 € | 1 625 452 € | 1 617 224 € |
| Dotation de solidarité communautaire | 94 891 € | 95 093 € | 95 595 € |
| Fonds de péréquation intercommunal | 223 652 € | 216 931 € | 244 590 € |
| Taxe sur l'électricité | 2 839 € | 2 828 € | 2 347 € |
| Taxe sur la publicité extérieure | 39 183 € | 20 320 € | 42 158 € |
| Taxe additionnelle aux droits de mutation | 375 183 € | 394 013 € | 453 023 € |
| Autres taxes | 10 € | 16 258 € | 10 € |
| TOTAL | 5 918 794 € | 6 044 528 € | 6 292 814 € |
| | | Evolution | 248 286 € 4,11% |

A Aizenay, en 2021, le produit de la fiscalité (compte 73111) représente 41,8% des recettes de fonctionnement, contre un indicateur national 2020 de la strate (5 000/10 000 hab.) de 45,0%.

Produits calculés avec les bases définitives

en milliers d'euros

| | LES PRODUITS ETC COMPENSATIONS | | | |
|---|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| TAXE D'HABITATION FONCIER BATI | 1 905 | 1 980 | 2 042 | 58 |
| FONCIER NON BATI | 1 346 | 1 408 | 1 462 | 2 933 |
| TOTAL FISCALITE DIRECTE (1) | 3 410 | 3 550 | 3 666 | 3 163 |
| Evolution en K€ | 141 | 139 | 117 | -503 |
| taux d'évolution | + 4,31% | + 4,09% | + 3,29% | - 13,72% |
| compensation exonérations TH | 179 | 192 | 205 | 0 |
| compensation exonérations FB (ménages) | 4 | 4 | 4 | 6 |
| compensation exonérations FB (établissements industriels) | | | | 275 |
| compensation exonérations FNB | 21 | 21 | 21 | 21 |
| TOTAL ALLOCATIONS FISCALES (2) | 204 | 217 | 230 | 302 |
| Evolution en K€ | 4 | 13 | 13 | 72 |
| taux d'évolution | + 2,18% | + 6,55% | + 5,91% | + 31,22% |
| COEFFICIENT CORRECTEUR (3) | | | | 672 |
| TOTAL GENERAL | 3 614 | 3 767 | 3 896 | 4 137 |
| Evolution en K€ | 145 | 153 | 129 | 241 |
| taux d'évolution | + 4,19% | + 4,23% | + 3,44% | + 6,19% |

En 2021 uniquement la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Compensation fiscale liée à la réduction de moitié de la valeur locative des établissements industriels à partir de 2021.

Le coefficient correcteur neutralise les effets du passage de la taxe d'habitation au foncier bâti renforcé.

←

←

←

➤ **Les dotations de l'Etat**

| DOTATIONS ETAT | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Dotation forfaitaire | 745 572 € | 752 886 € | 768 753 € | 787 813 € |
| Dotation de solidarité rurale | 866 987 € | 909 477 € | 993 332 € | 396 301 € |
| Dotation de solidarité urbaine | | | | 149 518 € |
| Dotation nationale de péréquation | 126 811 € | 123 304 € | 96 568 € | 115 882 € |
| TOTAL | 1 739 370 € | 1 785 667 € | 1 858 653 € | 1 449 514 € |
| | | | Evolution | -409 139 € |
| | | | 2021/2020 | -22,01% |

Les dotations ont baissé de 409 139 € (- 22 %).

La dotation forfaitaire représente en 2021, 54,4% de la DGF.

L'exercice 2021 est marqué par le passage des 10 000 habitants en population DGF qui entraîne une inéligibilité à la DSR avec un dispositif de garantie de 50% du montant n-1 pour les fractions « bourg-centre » et « cible » limité à 2021. Et une nouvelle éligibilité à la Dotation de Solidarité Urbaine.

Soit une perte de la Dotation de solidarité rurale de 60 %.

En 2022, la suppression totale de la DSR représentera une perte supplémentaire de 396 000 €, soit un manque à gagner de 843 814 €, sur 2 ans.

1.3. L'impact de la pandémie de COVID-19

La crise sanitaire ayant perduré durant l'année 2021, l'impact financier reste important pour la commune, notamment sur les dépenses de personnel.

Le nombre d'heures d'absence des agents placés en ASA COVID-19(Autorisation Spéciale d'Absence) est de 1 732, soit un coût représentant 35 038 €.

Achat de masques, Matériel et Centre de vaccination (décembre 2021) : 2 200 €

1.4. Les dépenses d'investissement

| Dépenses d'investissement | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISOIRE | Prévisions BP 2021 + DM+ RAR N-1 |
|--|---------------------|----------------------------|-------------------------------------|
| Dépenses d'équipement | 3 823 792,57 | 6 073 187,23 | 10 016 780,88 |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 26 015,90 | 55 099,88 | 56 000,00 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 695 396,33 | 705 474,40 | 720 000,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES | 4 545 204,80 | 6 833 761,51 | 10 792 780,88 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 52 297,00 | 169 552,39 | 151 100,00 |
| 041 - Opérations patrimoniales | 51 855,15 | 97 453,21 | 100 000,00 |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE | 104 152,15 | 267 005,60 | 251 100,00 |
| D001 - Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | | | 2 581 702,13 |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 4 649 356,95 | 7 100 767,11 | 13 625 583,01 |

| Dépenses d'équipement (par opérations) | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISOIRE | Prévisions BP 2021 + DM+ RAR N-1 |
|--|---------------------|----------------------------|-------------------------------------|
| 101 - Acquisitions foncières | 95 209,69 | 147 150,72 | 538 660,00 |
| 102 - Matériels divers | 246 776,45 | 125 803,26 | 211 089,20 |
| 103 - Travaux divers bâtiments | 99 159,11 | 195 378,51 | 788 012,54 |
| 104 - Aménagements urbains - Cadre de vie | 973 338,02 | 1 354 623,95 | 1 988 018,91 |
| 107 - Matériel mairie | 53 570,72 | 48 789,17 | 67 215,71 |
| 112- Education Enfance Jeunesse | 378 031,19 | 153 733,28 | 254 408,46 |
| 120 - Projets culturels et sportifs | 87 635,88 | 300 996,91 | 366 376,06 |
| 138 - Equipements publics lycée | 1 890 071,51 | 3 746 711,43 | 5 803 000,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES D'EQUIPEMENT | 3 823 792,57 | 6 073 187,23 | 10 016 780,88 |

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 7 100 767 € dont 6 073 187 € de dépenses d'équipement. Le remboursement du capital de la dette est de 705 475 € (688 053 hors emprunts taux zéro Caisse d'Allocations Familiales).

1.5. Les recettes d'investissement

| Recettes d'investissement par chapitres | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISOIRE | Prévisions BP 2021 + DM+ RAR N-1 |
|--|---------------------|----------------------------|-------------------------------------|
| 13 - Subventions d'investissement | 529 396,16 | 1 796 396,78 | 2 815 115,94 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | | 3 997 981,83 | 3 999 870,30 |
| 21 - Immobilisations corporelles | 1 440,00 | | |
| TOTAL RECETTES D'EQUIPEMENT | 530 836,16 | 5 794 378,61 | 6 814 986,24 |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 661 994,94 | 3 130 603,60 | 2 837 367,07 |
| 165 - Emprunts et dettes assimilées | 1 033,45 | | |
| TOTAL RECETTES FINANCIERES | 663 028,39 | 3 130 603,60 | 2 837 367,07 |
| 021 - Virement de la section de fonctionnement | | | 2 238 229,70 |
| 024 - Produits des cessions | | | 775 000,00 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 162 945,36 | 1 650 953,69 | 860 000,00 |
| 041 - Opérations patrimoniales | 51 855,15 | 97 453,21 | 100 000,00 |
| R001 - Solde d'exécution positif reporté de N-1 | - | - | |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 2 408 665,06 | 10 673 389,11 | 13 625 583,01 |

Les recettes prévisionnelles en section d'investissement sont de 10 673 884 €, dont 1 796 397 € de subventions d'équipement et 3 998 000 € de recours à l'emprunt.

Soit un résultat prévisionnel de :

| | CA 2020 | REALISE 2021 PROVISOIRE |
|---|----------------|----------------------------|
| RESULTAT DE L'EXERCICE | - 2 240 691,89 | 3 572 622,00 |
| RESULTAT DE CLOTURE (reprise du déficit N-1) | - 2 581 702,13 | 990 919,87 |

| | |
|---|-----------------------|
| TOTAL DES SUBVENTIONS PERCUES EN 2021 | 1 796 396,78 € |
| ETAT | 318 230,40 € |
| Construction complexe sportif OMEGA (DETR 2019) | 225 000,00 € |
| Aménagement des espaces publics OPAH-RU (DSIL 2021) | 90 000,00 € |
| Elections 2021 : remboursement des urnes et parois protection | 3 230,40 € |
| REGION | 1 040 000,00 € |
| Construction complexe sportif OMEGA | 1 000 000,00 € |
| Aménagement des espaces publics OPAH-RU | 40 000,00 € |
| DEPARTEMENT | 33 992,38 € |
| Construction complexe sportif OMEGA (fonds de relance 2021) | 33 992,38 € |
| CCVB | 404 174,00 € |
| Travaux VRD Lycée (fonds de concours exceptionnels) | 404 174,00 € |
| AUTRES FINANCEURS | 0,00 € |

| DOSSIERS DEPOSES EN 2021 | REPONSE DU FINANCEUR | MONTANT DEMANDE | MONTANT OBTENU |
|---|----------------------|-----------------------|-----------------------|
| ETAT | | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| DSIL 2021 - Aménagement espaces publics OPAH-RU | Favorable | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| REGION | | 200 000,00 € | 200 000,00 € |
| Mesure 29 Revitalisation des centre-bourgs : Aménagement espaces publics OPAH-RU | Favorable | 200 000,00 € | 200 000,00 € |
| DEPARTEMENT | | 113 307,93 € | 113 307,93 € |
| Construction complexe sportif OMEGA (fonds de relance 2021) | Favorable | 113 307,93 € | 113 307,93 € |
| CCVB | | 690 105,00 € | 690 105,00 € |
| Fonds de concours exceptionnels - Travaux de VRD du lycée | Favorable | 500 000,00 € | 500 000,00 € |
| Fonds de concours Pacte financier : Aménagement rue des Parcs | Favorable | 190 105,00 € | 190 105,00 € |
| AUTRES FINANCEURS | | 1 300 000,00 € | 0,00 € |
| ANDES - Construction complexe sportif OMEGA | Non favorable | 1 300 000,00 € | |
| | TOTAL NOTIFIE | 2 403 412,93 € | 1 103 412,93 € |

Le programme d'investissement sur la période 2018-2021 atteint 16,2 millions d'euros. L'épargne nette a représenté 7 899 K€ soit 49% du financement.

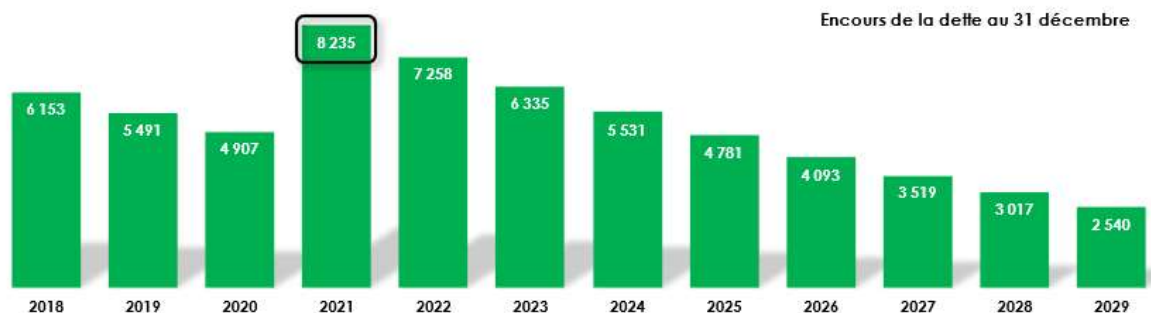
La commune a mobilisé 4 millions d'euros d'emprunt sur cette période.

2. La situation de la dette au 31 décembre 2021

Au 31/12/2021, l'encours de dette global est de 8 234 695 €.

Le montant du recours à l'emprunt réalisé est de 3 998 000 €.

L' ENDETTEMENT en stock [en K€]



La capacité de désendettement

C'est le ratio qui mesure le rapport entre l'épargne brute et la dette. Il indique le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si la totalité de son épargne brute était consacrée au remboursement du capital.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Encours au 31/12 | 6 153 | 5 491 | 4 907 | 8 235 |
| Capacité dynamique de désendettement | 2,8 | 2,2 | 2,1 | 4,5 |

3. La Capacité d'autofinancement

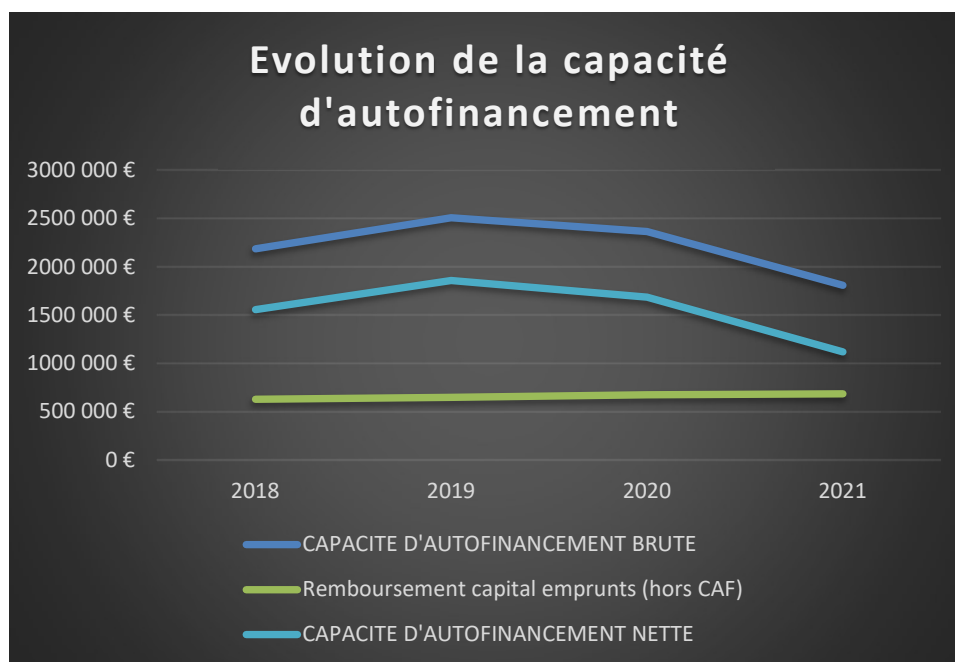
L'autofinancement net est évalué sans prendre en considération le produit des cessions d'immobilisations et autre dotation de développement rurale afin d'apprécier la capacité financière de la commune à dégager un autofinancement sans tenir compte de phénomènes exceptionnels.

La CAF nette en 2021 diminue de 566 K€ par rapport à 2020 et représente 1 122 K€. Rapportée à l'habitant la CAF nette en 2021 atteint 113 euros par habitant et nous rappelons que l'indicateur de la strate en 2020 (5 000/10 000 hab.) était de 117 euros par habitant.

La capacité dynamique de désendettement en 2021 est de : 4,5 années pour rembourser le capital de la dette.

➤ Evolution de la CAF

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE | 2 188 662 € | 2 511 490 € | 2 365 615 € | 1 810 165 € |
| Remboursement capital emprunts (hors CAF) | 630 796 € | 650 102 € | 677 456 € | 688 053 € |
| CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE | 1 557 866 € | 1 861 388 € | 1 688 159 € | 1 122 112 € |



4. Les comptes administratifs des budgets annexes

| BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT | | | | |
|-------------------------------|----------------|---------------|----------------|--------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 1 095 170,47 € | 741 255,66 € | 545 000,00 € | 483 244,11 € |
| Recettes | 1 095 170,47 € | 230 789,95 € | 545 000,00 € | 509 125,87 € |
| Déficit / excédent | | -510 465,71 € | | 25 881,76 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | | -484 583,95 € | | |
| Résultat 2020 reporté | | 318 747,03 € | | 44 850,86 € |
| Résultat global 2021 | | -191 718,68 € | | 70 732,62 € |
| Résultat cumulé | | -120 986,06 € | | |

| BUDGET ANNEXE ZONE AMENAGEMENT DIFFERE | | | | |
|---|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 707 139,95 € | 514 577,74 € | 590 400,00 € | 523 051,97 € |
| Recettes | 707 139,95 € | 8 474,23 € | 590 400,00 € | 523 051,97 € |
| Déficit / excédent | | -506 103,51 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | -506 103,51 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -128 939,95 € | | 0,00 € |
| Résultat global 2021 | | -635 043,46 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | -635 043,46 € | | | |

| BUDGET ANNEXE ZONE AMENAGEMENT CONCERTÉ | | | | |
|--|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 217 822,24 € | 0,00 € | 217 822,24 € | 0,00 € |
| Recettes | 217 822,24 € | 0,00 € | 217 822,24 € | 0,00 € |
| Déficit / excédent | | 0,00 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | 0,00 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -217 822,24 € | | 0,00 € |
| Résultat global 2021 | | -217 822,24 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | -217 822,24 € | | | |

| BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LA CLE DES CHAMPS | | | | |
|--|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 536 644,44 € | 100 514,71 € | 837 066,66 € | 182 078,29 € |
| Recettes | 536 644,44 € | 81 536,58 € | 837 066,66 € | 182 078,29 € |
| Déficit / excédent | | -18 978,13 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | -18 978,13 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | 236 222,22 € | | 0,00 € |
| Résultat global 2021 | | 217 244,09 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | 217 244,09 € | | | |

| BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LE HAUT DES PARCS | | | | |
|--|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 66 232,16 € | 0,00 € | 67 432,16 € | 0,07 € |
| Recettes | 66 232,16 € | 0,07 € | 67 432,16 € | 0,07 € |
| Déficit / excédent | | 0,07 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | 0,07 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -65 032,16 € | | |
| Résultat global 2021 | | -65 032,09 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | -65 032,09 € | | | |

| BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LE CLOS DE LA RABINE | | | | |
|---|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 96 549,92 € | 0,00 € | 124 749,92 € | 0,00 € |
| Recettes | 96 549,92 € | 0,00 € | 124 749,92 € | 0,00 € |
| Déficit / excédent | | 0,00 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | 0,00 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -68 349,92 € | | 0,00 € |
| Résultat global 2021 | | -68 349,92 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | -68 349,92 € | | | |

| BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LE PRE DU BOIS | | | | |
|---|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 417 325,44 € | 0,00 € | 50 400,00 € | 0,00 € |
| Recettes | 417 325,44 € | 0,00 € | 50 400,00 € | 0,00 € |
| Déficit / excédent | | 0,00 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | 0,00 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -367 125,44 € | | |
| Résultat global 2021 | | -367 125,44 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | -367 125,44 € | | | |

| BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LES ATHENEES | | | | |
|--|----------------|---------------|----------------|--------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 226 990,09 € | 133 603,51 € | 211 400,00 € | 133 603,51 € |
| Recettes | 226 990,09 € | 0,47 € | 211 400,00 € | 133 603,51 € |
| Déficit / excédent | | -133 603,04 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | -133 603,04 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -17 790,09 € | | 0,00 € |
| Résultat global 2021 | | -151 393,13 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | -151 393,13 € | | | |

| BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LES PRAIRIES DE BONNEFONDS | | | | |
|--|----------------|---------------|----------------|---------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 350 039,16 € | 0,00 € | 75 400,00 € | 0,00 € |
| Recettes | 350 039,16 € | 0,00 € | 75 400,00 € | 0,00 € |
| Déficit / excédent | | 0,00 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | 0,00 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -274 839,16 € | | 0,00 € |
| Résultat global 2021 | | -274 839,16 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | -274 839,16 € | | | |

| BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT IMPASSE DES HALLIERS | | | | |
|--|----------------|-------------|----------------|-------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 13 342,32 € | 4 403,00 € | 26 684,64 € | 4 403,00 € |
| Recettes | 13 342,32 € | 0,00 € | 26 684,64 € | 4 403,00 € |
| Déficit / excédent | | -4 403,00 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | -4 403,00 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | 0,00 € | | 12 571,16 € |
| Résultat global 2021 | | -4 403,00 € | | 12 571,16 € |
| Résultat cumulé | 8 168,16 € | | | |

| BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LES HAIES PLESSEES | | | | |
|---|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 664 052,77 € | 167 569,53 € | 439 400,00 € | 167 944,97 € |
| Recettes | 664 052,77 € | 600 375,44 € | 439 400,00 € | 167 944,97 € |
| Déficit / excédent | | 432 805,91 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | 432 805,91 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -231 852,77 € | | 0,00 € |
| Résultat global 2021 | | 200 953,14 € | | 0,00 € |
| Résultat cumulé | 200 953,14 € | | | |

5. Vision consolidée (budget principal et budgets annexes)

| | Investissement | | Fonctionnement | |
|-------------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|
| | Prévisionnel | Réalisé | Prévisionnel | Réalisé |
| Dépenses | 18 016 891,97 € | 8 758 288,26 € | 13 907 931,32 € | 10 664 395,43 € |
| Recettes | 18 016 891,97 € | 11 595 060,85 € | 13 907 931,32 € | 11 647 086,81 € |
| Déficit / excédent | | 2 836 772,59 € | | 982 691,38 € |
| Résultat cumulé de l'exercice | 3 819 463,97 € | | | |
| Résultat 2020 reporté | | -3 398 484,61 € | | 1 603 651,72 € |
| Résultat global 2021 | | -561 712,02 € | | 2 586 343,10 € |
| Résultat cumulé | 2 024 631,08 € | | | |

PARTIE 3 : PROSPECTIVE ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES

1. Le budget de fonctionnement

1.1 Les dépenses de fonctionnement

| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----|--|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 2 264 000,00 € | 2 298 000,00 € | 2 333 000,00 € | 2 368 000,00 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 4 602 000,00 € | 4 717 000,00 € | 4 835 000,00 € | 4 956 000,00 € |
| 014 | Atténuations de produits | 2 000,00 € | 2 000,00 € | 2 000,00 € | 2 000,00 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 1 136 000,00 € | 1 145 000,00 € | 1 154 000,00 € | 1 163 000,00 € |
| 66 | Charges financières | 179 000,00 € | 162 000,00 € | 138 000,00 € | 116 000,00 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | | | | |
| | Dépenses réelles de fonctionnement | 8 183 000,00 € | 8 324 000,00 € | 8 462 000,00 € | 8 605 000,00 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 2 394 739,00 € | | | |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 900 000,00 € | 1 000 000,00 € | 1 100 000,00 € | 1 200 000,00 € |
| | Opérations d'ordre | 3 294 739,00 € | 1 000 000,00 € | 1 100 000,00 € | 1 200 000,00 € |
| | Total dépenses de fonctionnement | 11 477 739,00 € | 9 324 000,00 € | 9 562 000,00 € | 9 805 000,00 € |

Les charges à caractère général : la prospective intègre à partir de 2022, une progression de **231 K€ soit +11%** par rapport à 2021 avec une actualisation annuelle de 1,5% et la prise en compte d'une très forte augmentation du coût de l'énergie annoncée par le SYDEV (200 K€). Une subvention exceptionnelle de 35% de la progression devrait être accordée par le syndicat pour l'exercice 2022 avec aucune autre garantie pour les exercices suivants.

Les charges de personnel sont déterminées pour l'exercice 2022 avec une progression de **303 K€ soit 7%** par rapport à 2021, puis avec une évolution annuelle de +2,5% afin de couvrir le « GVT ».

La prévision budgétaire de la masse salariale intègre notamment :

- La revalorisation de la grille indiciaire des catégories C
- Les nouveaux recrutements validés en 2021 et à venir en 2022 : création de poste, remplacement des agents quittant la collectivité (retraite, mutation, ...)
- L'enveloppe prévisionnelle des avancements d'échelon
- L'augmentation du temps de travail du personnel animation

Projection structure des effectifs en 2022 (hors recrutements à venir)

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|-------|-------|--------|--------|--------|
| Population INSEE (au 1er janvier) | 9369 | 9477 | 9665 | 9888 | 10 079 |
| Effectifs (tous statuts confondus)* | 95 | 100 | 106 | 115 | 103 |
| ETP | 88.88 | 92.97 | 100.67 | 109.53 | 101,84 |
| Fonctionnaire (stagiaires et titulaires) | 87 | 90 | 92 | 100 | 94 |
| % | 91,58 | 90,00 | 86,79 | 86,96 | 91,26 |
| ETP | 81.30 | 84.41 | 86,3 | 95,84 | 91,17 |
| Contractuels sur emploi permanent | 5 | 5 | 7 | 11 | 5 |
| % | 5,26 | 5,00 | 6,60 | 9,57 | 4,85 |
| ETP | 4.58 | 3.56 | 7 | 9.92 | 3 |
| Contractuels sur emploi non permanents (public/privés) | 3 | 5 | 7 | 4 | 4 |
| % | 3,16 | 5,00 | 6,60 | 3,48 | 3,88 |
| ETP | 3 | 5 | 6.37 | 3.77 | 4 |

Projection des départs

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|--|------|------|------|------|
| Projection des départs en retraite des agents* | 2 | 2 | 3 | 5 |
| Projection autres départs annoncés* | - | - | - | - |

1.2 Les recettes de fonctionnement

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| 13 Atténuations de charges | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € |
| 70 Produits des services | 693 000,00 € | 700 000,00 € | 707 000,00 € | 714 000,00 € |
| 73 Impôts et taxes | 6 336 000,00 € | 6 470 000,00 € | 6 610 000,00 € | 6 754 000,00 € |
| 74 Dotations, subventions et participations | 1 691 000,00 € | 1 647 000,00 € | 1 654 000,00 € | 1 680 000,00 € |
| 75 Autres produits de gestion courante | 55 000,00 € | 55 000,00 € | 55 000,00 € | 55 000,00 € |
| 76 Produits financiers | | | | |
| 77 Produits exceptionnels | | | | |
| Recettes réelles de fonctionnement | 8 875 000,00 € | 8 972 000,00 € | 9 126 000,00 € | 9 303 000,00 € |
| 42 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € |
| Opérations d'ordre | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € |
| Résultat reporté N-1 | 2 502 739,00 € | | | |
| Total recettes de fonctionnement | 11 477 739,00 € | 9 072 000,00 € | 9 226 000,00 € | 9 403 000,00 € |

Pour 2022, la prospective intègre :

- **Pression fiscale stable sur la période avec** une revalorisation des bases de FB et FNB en 2022 (IPCH à 3,4%)
- **Perte de la garantie de la DSR en 2022**
- **Compensation du SYDEV de 35% de l'évolution 2022 des tarifs de l'électricité**
- Correction des droits de mutations en 2022
- Travaux en régie : niveau élevé

La fiscalité en 2022

En 2022, la valeur des bases locatives connaît une revalorisation de 3,4 %.

1- Le foncier bâti 2022 (maison avec un revenu cadastral moyen)

Revenu cadastral actualisé de 3,4% en 2022

| IMPOT LOCAL | | | | 2021 | 2022 | |
|---------------------------|--------------|--------------|------------------|---|------------|------------|
| Foncier bâti | 2021 | 2022 | Evolution | | | |
| Commune | 33,06 | 33,06 | 0,0% | | | |
| CDC | 1,00 | 1,00 | 0,0% | | | |
| Total (hors frais) | 34,06 | 34,06 | 0,00% | | | |
| | | | | FB revenu cadastral (à partir de la valeur locative moyenne) | | |
| | | | | 1569 | 1622 | |
| | | | | Cotisation Commune | 519 | 536 |
| | | | | Cotisation CDC | 16 | 16 |
| | | | | Cotisation totale FB après frais de gestion | 534 | 552 |
| | | | | évolution en € | | 18,2 |
| | | | | évolution en % | | 3,4% |
| | | | | EFFET MEN SUEL | | 1,5 |

Réforme de la taxe d'habitation :

- En 2020, la taxe d'habitation a été supprimée pour 80 % des foyers fiscaux ;
- En 2021, les 20 % de foyers qui n'ont pas bénéficié de la suppression de la taxe d'habitation bénéficient d'un allègement de 30 % ;
- **En 2022, ces mêmes 20 % de foyers bénéficieront d'un allègement de 65 %.**
- En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

2- Une partie des contribuables vont acquitter une TAXE D'HABITATION à l'ETAT en 2022 et bénéficier d'une baisse de -65% par rapport au niveau de 2020 et -50% par rapport à 2021

| IMPOT NATIONAL 2021-2022 | | | Poids des foyers fiscaux qui acquitteront une TH en 2021 & 2022 | 2021 | 2022 | |
|---------------------------|--------------|---------------------|---|--|------------|------------|
| | | | | | 25% | |
| Taxe d'habitation | 2021 | 2022 | | | | |
| Et part commune | 18,39 | 18,39 | | | | |
| Et part CDC | 10,14 | 10,14 | | | | |
| | | TAUX BLOQUES | | | | |
| Total (hors frais) | 28,53 | 28,53 | | | | |
| | | | | TAXE D'HABITATION ENCAISSÉE PAR L'ETAT | | |
| | | | | Valeur locative ée vée | 3 800 | 3 800 |
| | | | | Cotisation Commune | 469 | 245 |
| | | | | Cotisation CDC | 270 | 135 |
| | | | | Exonération de 65% en 2022 par rapport à 2020 | | |
| | | | | Cotisation totale TH après frais de gestion | 759 | 379 |
| | | | | évolution en € | | -379 |
| | | | | évolution en % | | -50% |

Prospective des recettes fiscales sans augmentation des taux

| | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | |
|--|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--|
| Caractéristiques fiscales | BASES en K€ | | | | | | |
| | Taxe foncier bâti | 8 877 | 9 303 | 9 629 | 9 966 | 10 314 | |
| | Taxe foncier non bâti | 386 | 390 | 394 | 398 | 402 | |
| | Evolution de la base n/n-1 en % | | | | | | |
| | Taxe foncier bâti | -9,2% | 4,8% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | |
| | Taxe foncier non bâti | 1,0% | 1,0% | 1,0% | 1,0% | 1,0% | |
| Taux en points | Taxe foncier bâti | 33,06 | 33,06 | 33,06 | 33,06 | 33,06 | |
| | Taxe foncier non bâti | 44,72 | 44,72 | 44,72 | 44,72 | 44,72 | |
| Mécánisme réforme TH | Produit Taxe foncier bâti | 2 935 | 3 076 | 3 184 | 3 295 | 3 410 | |
| | Produit Taxe foncier non bâti | 173 | 175 | 176 | 178 | 180 | |
| | Produit 2 Taxes. (1) | 3 108 | 3 251 | 3 360 | 3 473 | 3 590 | Produit fiscal 2 taxes avant coefficient |
| | Evolution (n/n-1) en valeur | -561 | 143 | 109 | 113 | 117 | |
| | Evolution (n/n-1) en % | -1,5% | 4,6% | 3,4% | 3,4% | 3,4% | |
| Produit fiscal taux fixe | 2 960 | 3 251 | 3 360 | 3 473 | 3 590 | | |
| Produits supplémentaires avec augmentation fiscale en K€ | 148 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| TH résidences Second | Coefficient correcteur (2) | 672 | 704 | 728 | 752 | 777 | |
| | Evolution (n/n-1) en valeur | | 31,6 | 23,7 | 24,5 | 25,4 | |
| | Evolution (n/n-1) en % | | 5% | 3% | 3% | 3% | |
| Vue globale | Base TH résidences secondaires | 316 | 325 | 332 | 338 | 345 | TH résidences secondaires |
| | Taux 2020 | 18,39% | 18,39% | 18,39% | 18,39% | 18,39% | |
| | Produit TH résidences secondaires (3) | 58,0 | 59,8 | 61,0 | 62 | 63 | |
| Vue globale | Produit 2 taxes+coef core+ TH résidences secondaires | 3 838 | 4 014 | 4 149 | 4 287 | 4 431 | |
| | Evolution (n/n-1) en valeur | | 176 | 134 | 139 | 144 | |
| | Evolution (n/n-1) en % | | 4,6% | 3,3% | 3,3% | 3,4% | |

Le nouveau produit fiscal correspond au produit fiscal après application du coefficient correcteur + le produit de TH des résidences secondaires

2. Le Plan Pluriannuel d'investissement

| OPERATION | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 101 - Acquisitions foncières | 100 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 100 000 € |
| 102 - Matériels divers | 150 000 € | 150 000 € | 150 000 € | 150 000 € |
| 103 - Travaux bâtiments | 450 000 € | 1 085 000 € | 2 255 000 € | 1 465 000 € |
| 104 - Aménagements urbains - Cadre de vie | 1 915 000 € | 707 000 € | 480 000 € | 330 000 € |
| 107 - Matériel Mairie | 50 000 € | 50 000 € | 50 000 € | 50 000 € |
| 112 - Education - Enfance - Jeunesse | 50 000 € | 170 000 € | 80 000 € | 80 000 € |
| 120 - Projets culturels et sportifs | 28 000 € | 289 000 € | 460 000 € | 410 000 € |
| 138 - Equipements publics lycée | 5 080 000 € | | | |
| TOTAL | 7 823 000 € | 2 651 000 € | 3 675 000 € | 2 585 000 € |

Le montant prévisionnel des dépenses d'équipement est de 8 674 217 € dont :

- ♦ 7 823 000 € au titre des crédits nouveaux pour 2022
- ♦ Restes à réaliser 2021 : 851 217 €

Pour 2022, les principaux investissements sont :

- Dernière année d'appel de fonds de la Région pour la construction du complexe sportif OMEGA ;
- Poursuite des travaux de la voirie du futur lycée ;
- Poursuite et fin de la construction du Centre de Permanence Médico-sociale ;
- Poursuite et fin des travaux d'aménagement des espaces publics de l'OPAH-RU ;

Le montant prévisionnel des recettes réelles (hors recours à l'emprunt et reversement d'une partie de l'excédent de fonctionnement) est de 2 090 000 €.

Ces recettes sont constituées, entre autres, par :

- ♦ les subventions d'équipements (1,05M€)
- ♦ le FCTVA (800 000 €)
- ♦ et de la taxe d'aménagement (240 000 €)

Le reste à financer le sera par le recours à l'emprunt, estimé, entre 3 et 3,5 Millions d'euros.

Le maintien d'une telle situation ne peut engendrer qu'une dégradation de la capacité d'autofinancement de la commune et de son endettement, pénalisant la capacité d'investissement de demain. La dynamique de la commune nécessite un maintien de cette capacité d'autofinancement, dans un contexte de baisse des dotations de l'Etat (-839 328 euros) et une évolution des charges de fonctionnement, dont celles liées à l'énergie (+200 000 euros).

Il convient sans aucun doute, non seulement de décaler des projets, et de trouver des recettes complémentaires, notamment celles fiscales, tout en poursuivant la recherche de partenaires et de sources d'économie.

3. Les budgets annexes

Pour 2022, la prévision budgétaire des budgets annexes est retracée dans le tableau ci-dessous :

| | BUDGET PREVISIONNEL 2022 | | | |
|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| | Investissement | | Fonctionnement | |
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| Assainissement | 840 000,00 | 840 000,00 | 610 000,00 | 610 000,00 |
| ZAC | 218 000,00 | 218 000,00 | 218 000,00 | 218 000,00 |
| ZAD | 795 000,00 | 795 000,00 | 101 000,00 | 101 000,00 |
| Clé des Champs | 435 000,00 | 435 000,00 | 652 000,00 | 652 000,00 |
| Clos de la Rabine | 97 000,00 | 97 000,00 | 125 000,00 | 125 000,00 |
| Haut des parcs | 65 000,00 | 65 000,00 | 65 000,00 | 65 000,00 |
| Pré du bois | 368 000,00 | 368 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Impasse des Halliers | 21 000,00 | 21 000,00 | 37 000,00 | 37 000,00 |
| Prairies de Bonnefonds | 525 000,00 | 525 000,00 | 251 000,00 | 251 000,00 |
| Les Athénées | 194 000,00 | 194 000,00 | 254 000,00 | 254 000,00 |
| Les Haies Plessées | 541 000,00 | 541 000,00 | 261 000,00 | 261 000,00 |
| | 4 099 000,00 | 4 099 000,00 | 2 574 000,00 | 2 574 000,00 |

LEXIQUE

Population légale

Le terme générique de « populations légales » regroupe pour chaque commune sa **population municipale**, sa population comptée à part et sa population totale qui est la somme des deux précédentes.

Population DGF

La population DGF est constituée de la somme des trois éléments suivants : La population INSEE de la Collectivité, le nombre de résidences secondaires sur le territoire et le nombre de places de caravanes présentes sur le territoire. Cette population est utilisée pour le calcul de la DGF de la commune

DGF – Dotation Globale de Fonctionnement

La DGF est un prélèvement opéré sur les recettes de l'État et versé aux collectivités locales et destiné compenser les charges supportées par les collectivités, à contribuer à leur fonctionnement et à corriger certaines inégalités de richesses entre les territoires.

DSR – Dotation de Solidarité Rurale

La dotation de solidarité rurale est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants et à certains chefs-lieux d'arrondissement de moins de 20 000 habitants pour tenir compte, d'une part, des charges qu'ils supportent pour contribuer au maintien de la vie sociale en milieu rural, d'autre part, de l'insuffisance de leurs ressources fiscales.

DSU – Dotation de Solidarité Urbaine

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est destinée aux communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Les communes concernées perçoivent la DSU dont le montant est calculé selon un indice synthétique de charges et de ressources.

DNP – Dotation Nationale de Péréquation

La péréquation est un mécanisme de redistribution qui vise à réduire les écarts de richesse, et donc les inégalités, entre les différentes collectivités territoriales.

Opérations réelles (Dépenses/recettes)

Opérations qui correspondent à un mouvement réel de trésorerie.

Opérations d'ordre (Dépenses/recettes)

Opérations qui ne donnent lieu ni à encaissement, ni à décaissement d'argent.

Restes à réaliser (RAR)

Ce sont des dépenses non mandatées au 31 décembre mais qui ont été engagées, ou des recettes certaines qui n'ont pas donné lieu à une émission de titres de recettes.

FCTVA - Fonds de Compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée

C'est une dotation versée aux collectivités territoriales et destinée à assurer une compensation, à un taux forfaitaire, de la charge de TVA que ces dernières supportent sur les dépenses réelles d'investissement et qu'ils ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale

Encours de dette

L'encours de la dette correspond au capital restant dû au 31/12 de l'année N de la collectivité.

Capacité d'autofinancement brute (CAF brute) ou Epargne brute

Elle correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

Capacité d'autofinancement nette (CAF nette) ou Epargne brute

L'épargne nette (ou CAF nette) correspond à la l'épargne brute déduction faite du remboursement en capital de la dette. C'est un indicateur qui permet de connaître les réserves qui sont disponibles pour pouvoir financer les dépenses d'équipement souhaitées par la collectivité.

Capacité de désendettement

C'est le ratio qui mesure le rapport entre l'épargne brute et la dette. Il indique le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si la totalité de son épargne brute était consacrée au remboursement du capital.